

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 27/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF NORMANDIE

Promenade des Ports
50000 Saint-Lô

Références : 2023 – 50 - 287
Code AIOT : 0005302872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement STEF NORMANDIE implanté Promenade des Ports 50000 Saint-Lô. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection avait pour objet de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2023 qui a résulté de la précédente visite d'octobre 2022 sur la détection ammoniac. Elle a également permis de faire un point sur la prise en compte des dispositions de l'arrêté complémentaire du 15 décembre 2022 concernant la gestion des eaux pluviales et la protection incendie de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF NORMANDIE
- Promenade des Ports 50000 Saint-Lô
- Code AIOT : 0005302872
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saint-Lô est un des établissements de la filiale STEF Logistique Normandie du groupe STEF. Ses activités sont :

- le stockage sous température dirigée et la congélation de produits laitiers carnés et élaborés (plats cuisinés),
- le stockage à température positive de produits laitiers,
- le conditionnement et la congélation de produits de la mer,
- le reconditionnement de produits finis sous forme de lots de vente.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 23 janvier 2023
- défense contre l'incendie
- gestion des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 2 | Ressources en eau en cas d'incendie | Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 8.6.1 | / | Sans objet |
| 3 | Gestion des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 4.3.9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant effectue actuellement un travail de fond avec son prestataire OLDHAM sur la gestion des détecteurs d'ammoniac. En effet, la précédente inspection a mis en évidence que le suivi de ces équipements importants pour la sécurité de l'établissement doit être renforcé et mieux cadré. Des efforts sont donc consentis en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2023 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants: - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle. |
| Constats : L'inspection du 24 octobre 2022 a entraîné six constats auxquels l'exploitant devait répondre ainsi qu'une mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2023 de respecter sous deux mois les trois dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique N°4735 : 1- définir deux seuils de sécurité pour chacun des détecteurs d'ammoniac en place (point de contrôle N°5), 2- mettre en place des consignes en cas d'indisponibilité des équipements importants pour la sécurité, dont ceux constitutifs des systèmes de détection, alarme et mise en sécurité prévus en cas de fuite d'ammoniac (point de contrôle N°8), 3- test complet de chacun des détecteurs d'ammoniac en place (point de contrôle N°12). L'exploitant a répondu le 13 mars par courrier à chacun de ces trois points : 1- La société TELEDYNE OLDHAM SIMTRONICS est intervenue sur le site de Saint-Lô le 24 janvier 2023, elle a produit un rapport à l'issue de sa prestation qui précise notamment la mise à jour apportée aux consignes relatives aux seuils de détection. L'exploitant s'est appuyé sur ce rapport pour justifier la prise en compte de la demande issue de l'inspection. L'intervention a porté sur la programmation de la centrale MX62, la modification des détecteurs toximétriques avec un seul seuil à 500 ppm et des détecteurs explosimétriques avec deux seuils à 2000 et 4000 ppm. Il y avait initialement deux seuils sur les détecteurs toximétriques, cependant le second seuil n'apportait aucun asservissement complémentaire à ceux déclenchés au premier seuil, c'est pourquoi le second seuil a été supprimé, cela sans induire de répercussion sur la sécurité du site. 2- L'exploitant a fourni un tableau récapitulatif des consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des équipements importants pour la sécurité, dont ceux constitutifs des systèmes de détection, alarme et mise en sécurité prévus en cas de fuite d'ammoniac. Il est prévu un remplacement immédiat l'équipement défaillant par un neuf disponible de façon permanente, à l'exception toutefois des détecteurs d'ammoniac et de la centrale qui font l'objet d'une ronde de toutes les zones détectées toutes les 4 heures avec appel au prestataire (OLDHAM) en cas de |

constat d'indisponibilité.

3- La prestation d'OLDHAM du 24 janvier 2023 a permis de tester en réel l'ensemble des 23 capteurs de l'établissement. Les 19 détecteurs toximétriques et les 4 détecteurs explosimétriques ont été jugés conformes aux prescriptions du constructeur.

L'exploitant a répondu le 19 janvier 2023 aux six autres constats issus de l'inspection du 24 octobre 2022 :

- point de contrôle N°3 : la liste des détecteurs a été complétée ainsi que les plans de localisation des détecteurs en fonction de leur type.
- point de contrôle N°4 : les consignes relatives aux seuils de détection ont été revues avec OLDHAM lors de sa venue sur le site le 24 janvier 2023 et mises en cohérence avec les seuils visés au point de contrôle N°5 présenté précédemment.
- points de contrôle N°7, 9, 10 et 11 : l'exploitant a fourni la procédure des « essais de la détection ammoniac » mise à jour le 05 janvier 2023. Il convient de préciser qu'un nouveau cahier des charges est en cours de mise en place avec OLDHAM afin que ses rapports soient complétés (asservissements mis en œuvre, plage d'incertitude des bouteilles étalon, débit du gaz utilisé, mention de remise en état normal de fonctionnement à la fin des tests, référence à la procédure STEF de contrôle de la détection ammoniac).

Les capteurs toximétriques font l'objet d'un contrôle semestriel systématique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ressources en eau en cas d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 8.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 1140 m ³ /h pendant 2 heures. Ce volume peut être obtenu via les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• les 3 poteaux incendie situés le long de la Promenade des Ports utilisables en cas de sinistre ;• une réserve d'eau de 400 m³ alimentant un poteau doté d'un raccord pompier ;• un point d'aspiration dans la Vire. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des moyens extérieurs. Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. |
| Constats : Un point a été fait sur la défense incendie de l'établissement à l'occasion de la présente inspection. L'exploitant a précisé que le SDIS 50 a effectué une visite du site le 30 mars 2023 afin de vérifier que le plan ETARE de l'établissement du 26 novembre 2019 soit toujours à jour. La conclusion de cette visite le confirme, en particulier, le pompage dans la Vire est bien prévu par les pompiers afin d'assurer une ressource en eau suffisante. Par ailleurs, l'exploitant a fourni le résultat de la dernière mesure du débit du poteau incendie le plus proche de l'établissement le 20 février 2023 : débit de 180 m ³ /h. La centrale incendie HEPHAIS C 1024 a fait l'objet d'une vérification le 16 janvier 2023 par la société SSI Service, il s'agit d'un contrôle semestriel pour lequel un tiers du parc de détecteurs est vérifié par campagne. Il convient de préciser que la centrale OLDHAM (détection NH3) dispose d'un report d'alarme vers l'alarme incendie. La visite a montré que les reports des détecteurs de la centrale OLDHAM doivent être clairement répertoriés au niveau de la salle de contrôle de l'entrepôt, ce qui n'était pas le cas lors de la visite. L'exploitant s'est immédiatement engagé à faire le nécessaire. |
| <div><p>Report des détecteurs</p></div> <div><p>Centrale de détection NH3</p></div> <div><p>Centrale incendie</p></div> |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier qu'il a bien répertorié les reports des détecteurs de la centrale OLDHAM au niveau de la salle de contrôle de l'entrepôt, conformément à son engagement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 4.3.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales de l'établissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de toiture et eaux de ruissellement normalement non polluées sont collectées séparément et peuvent être rejetées directement vers le réseau d'eaux pluviales public ou le milieu naturel. Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées sont collectées séparément et traitées par un déshuileur afin de satisfaire aux valeurs limites suivantes avant rejet vers le réseau d'eaux pluviales public ou le milieu naturel. |
| Constats : L'exploitant a présenté les résultats obtenus lors de la dernière campagne de mesure effectuée par EUROFINs le 16 novembre 2022 au niveau des divers points de rejets aqueux. Il apparaît une présence de métaux lourds (traces) dans plusieurs cas : "chambre 9", "Cotaquin" et TAR. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit être vigilant sur la fréquence de contrôle et d'entretien des deux séparateurs à hydrocarbures présents sur le site. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant de fournir une procédure relative à l'entretien des séparateurs à hydrocarbures ainsi qu'une procédure concernant l'entretien de la vanne de coupure du rejet TAR vers le réseau des eaux pluviales afin de sécuriser ce dernier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |